

**Conseil Municipal du 7 avril 2016**

**Vœu pour la reconnaissance officielle des massacres du 8 mai 1945 Intervention de Sabrina Sebaihi**

Monsieur le Maire,

Mes cher-e-s collègues,

Mesdames, Messieurs,

Les écologistes vous soumettent ce soir un vœu relatif à la reconnaissance officielle des massacres du 8 mai 1945 en Algérie. Nous avons accepté de porter, au Conseil Municipal, ce vœu proposé par l’association Les Oranges qui œuvre essentiellement, depuis une dizaine d’années, à la construction d’une mémoire commune entre la France et l’Algérie.

Cette histoire, en grande partie méconnue, des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata, je vais me permettre d’emprunter de vous la raconter à travers les mots du célèbre écrivain Kateb Yacine, qui alors adolescent, fut témoin de ces massacres :

" Ce jour-là, c'était la fête, la victoire contre le nazisme. On a entendu sonner les cloches, et les internes étaient autorisés à sortir. Il était à peu près dix heures du matin. Tout à coup, j'ai vu arriver au centre de la ville un immense cortège. C'était mardi, jour de marché, il y avait beaucoup de monde, et même des paysans qui défilaient avec leurs vaches. A la tête du cortège, il y avait des scouts et des camarades du collège qui m'ont fait signe, et je les ai rejoints, sans savoir ce que je faisais. Immédiatement, ce fut la fusillade, suivie d'une cohue extraordinaire, la foule refluant et cherchant le salut dans la fuite. Une petite fille fut écrasée dans la panique. Ne sachant où aller, je suis entré chez un libraire. Je l'ai trouvé gisant dans une mare de sang. Un ami de mon père qui passait par là me fit entrer dans un hôtel plein d'officiers qui déversaient des flots de propos racistes. Il y avait là mon professeur de dessin, une vieille demoiselle assez gentille, mais comme je chahutais dans sa classe, ayant parlé une fois de faire la révolution comme les Français en 1789, elle me cria : "Eh bien, Kateb, la voilà votre révolution ; alors, vous êtes content ? "

Les autorités françaises de l'époque fixèrent le nombre de tués entre 1 020 et 1 340. Les autorités algériennes évoquent le nombre de 45 000 morts. Des recherches historiques récentes estiment entre 3 000 et 8 000 le nombre de victimes

Je précise qu’il s’agit bien de morts français, même si beaucoup étaient considérés comme des citoyen-ne-s de seconde zone, bref des « indigènes » !

Ces massacres, ignorés de la République jusqu’à présent, doivent faire l’objet d’une reconnaissance officielle. Il ne s’agit pas là de faire acte de repentance, il s’agit d’honorer la mémoire des victimes de ces massacres, de leurs descendants et de leurs proches.

L’histoire entre la France et l’Algérie reste conflictuelle et passionnelle. En 2016, il est triste de constater qu’il existe encore des nostalgiques de l’Algérie Française. De nombreux politiques de droite et d’extrême droite s’en font d’ailleurs régulièrement l’écho. Est-il nécessaire de rappeler que la conquête puis la colonisation de l’Algérie fut une œuvre de domination pourvoyeuse d’inégalités.

Vous me permettrez de décerner la palme de la bêtise à M. Menard, maire de Béziers, qui en 2015, a débaptisé la rue du 19 mars 1962 pour la renommer du nom d’un militaire gradé, ayant fait le choix de l’Algérie Française et participé au putsch des généraux en 1961 contre le gouvernement. Les drapeaux de la mairie de Béziers ont également été mis en berne à la date du 19 mars, date commémorative des accords d’Evian.

Si cela peut sembler un événement isolé, orchestré par un individu, dont on connaît bien les positionnements politiques, il n’en est rien. Depuis 2002, nous assistons à un véritable mouvement réactionnaire instrumentalisant la question coloniale. J’en veux pour preuve le chiffre suivant, bien que non exhaustif : près de 90 communes, en France, accueillent des stèles commémoratives – certes non officielles pour beaucoup d’entre elles - à la gloire de l’OAS et de l’Algérie Française.

Alors même que les revendications des nostalgiques de l’Algérie Française prennent de l’ampleur, il faudra attendre le 27 février 2005 pour que M.Hubert Colin de la Verdière, ambassadeur de France à Alger, en visite à Sétif évoque en ces termes le drame qui s’est déroulé « Je me dois d’évoquer une tragédie qui a particulièrement endeuillé votre région. Je veux parler des massacres du 8 mai 1945, il y’aura bientôt 60 ans : une tragédie inexcusable ».

Son successeur ajoutera, en avril 2008 à Guelma, que « le temps de la dénégation des massacres perpétrés par la colonisation en Algérie est terminé ».

Depuis 2012, quelques pas ont été faits en faveur d’une reconnaissance des crimes coloniaux.

Permettez-moi d’en citer deux exemples :

* 70 ans après ce drame, un secrétaire d’Etat aux anciens combattants a participé, en 2015, à Sétif à la commémoration officielle du 8 mai 1945
* Le 19 mars dernier, pour la première fois, un Président de la République, a commémoré le cessez le feu de la guerre d’Algérie en lieu et place de la commémoration traditionnelle des accords d’Evian.

Nous souhaitons que ces premiers pas soient le début d’une politique plus globale de la reconnaissance des crimes coloniaux. La vérité autour de ces événements longtemps tabous, occultés d’une part : par la victoire des Alliés sur le nazisme et d’autre part : par les horreurs de la Guerre d’indépendance algérienne ne pourra se faire sans le travail scientifique des historiens. C’est pour cette raison qu’au-delà de la reconnaissance officielle de ce drame, nous demandons l’ouverture de toutes les archives qui y sont relatives.

En tant qu’élus de cette majorité, nous considérons que les victimes des crimes coloniaux méritent qu’un lieu de souvenir leur soit consacré, afin de transmettre ces mémoires au plus grand nombre et qu’aucune d’entre elles ne tombent dans l’oubli.

En effet, seule la construction d’une mémoire commune permettra à la France, à l’Algérie et à leurs citoyens des deux côtés de la Méditerranée d’envisager sereinement et pacifiquement des relations apaisées. Les français et plus particulièrement les franco-algériens sont avides de connaître leur histoire. L’Etat doit accéder à cette demande légitime.

La reconnaissance officielle des massacres du 8 mai permettra également de réaffirmer fortement à toute une partie des français d’origine algérienne, trop souvent stigmatisés, leur appartenance inaliénable à la communauté française.

Plus de 60 ans après la fin de la colonisation, il s’agit d’écrire ensemble une nouvelle page de notre histoire commune.

C’est pour toutes ces raisons, mes chers collègues, que je vous propose de voter ce vœu.

Je vous remercie.